



ADVENTICES

Détruire l'ambrosie dès l'interculture

P.18



GRANDES CULTURES

Retour en force du déchaumage mécanique

P.19



ÉCONOMIE

Panorama du marché viticole international

P.23

N° 428 • JEUDI 26 JUILLET 2018 • LE BIMENSUEL D'INFORMATIONS AGRICOLES ET GÉNÉRALES DES SAVOIE • 3,20 €

Terrres Savoie

Statut du loup

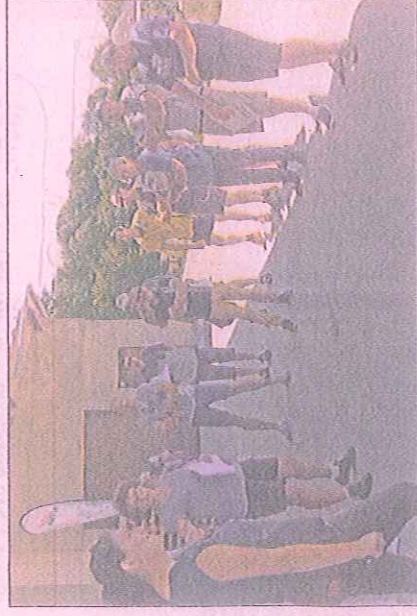
Une ouverture est possible



CINQ EURODÉPUTÉS SONT VENUS EN SAVOIE ET EN ISÈRE LES 12 ET 13 JUILLET pour constater les problèmes posés par la présence du loup dans les alpages. La protection européenne et internationale du prédateur a été évoquée lors de cette visite, ouvrant l'espoir d'un réexamen de son statut juridique au regard de son expansion actuelle. ■ P.16-17

INNOV'ACTION ■ P.3

Comment accéder à la HVE de niveau 3 ?



ORGANISATION DES OPA ■ P.2

Un projet réaliste et « territorial »

INSTALLATION-TRANSMISSION ■ P.5

Le Fast intéresse aussi l'Isère

MASSIF DES BAUGES ■ P.6

La fête de la terre c'est dimanche

LUTTE ANTI-GRÊLE ■ P.6

Débuts prometteurs

TOUR DE FRANCE CYCLISTE ■ P.7

Le Reblochon en mondiovision



RUNAL

RUSTICITÉ

FACILITÉ DE CULTURE

DÉBOUCHÉ ASSURÉ

EXCELLENTE QUALITÉ BOULANGÈRE



Coopérative Jura Mont-Blanc - 69 route des agriculteurs 74580 VIRY - 04 50 04 76 87



Pastoralisme et loup

L'impossible cohabitation démo

Rien de tel qu'un petit tour sur le terrain pour se forger sa propre opinion. Surtout quand il est question du loup. Les 12 et 13 juillet, une délégation de la commission Environnement, santé publique et sécurité alimentaire, s'est rendue en Savoie et en Isère pour « prendre connaissance des expériences de cohabitation entre loup et pastoralisme dans les Alpes françaises, l'une des premières régions européennes à avoir été confrontée au retour du loup », selon l'eurodéputé italien Herbert Dorfmann.

Difficultés d'interprétation
Il était temps. Car, comme l'a souligné son collègue français, Michel Dantin, « les administrations ne font pas remonter au commissaire européen à l'environnement, ni à son directeur général, leurs difficultés consécutives à l'interprétation de la directive Habitat ». Or, de l'aveu même des différents membres de la délégation, des problèmes se posent dans tous les pays impactés par la présence du loup. « C'est aussi notre rôle de parlementaires de jouer les courroies de transmission vis-à-vis de l'administration centrale européenne », a rappelé Michel Dantin. En Savoie et dans le Vercors, les eurodéputés ont pris ce rôle très à cœur. Orchestrée par le Suaci Montagn'Alpes⁽¹⁾, la visite a débuté par une rencontre avec les acteurs institutionnels du dossier (représentants des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, agents de l'ONCFS, représentants de parcs naturels protégés, élus locaux et nationaux), ainsi que le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, coordonnateur du Plan loup à l'échelle nationale, avant de rendre visite aux éleveurs. Et ce sont surtout les échanges avec ces derniers qui ont ébranlé les députés. Car la réalité s'est montrée avec son visage le plus cru.

Hôpital psychiatrique

En Savoie, les parlementaires ont entendu du parler d'éleveurs internés en hôpital psychiatrique à la suite d'attaques ré-



L'eurodéputé Michel Dantin montre à ses collègues des photos d'attaques sur troupeau.

pétés. Ils ont également discuté avec plusieurs professionnels qui leur ont décrit l'angoisse de leur quotidien. Une famille a raconté comment sa petite de 2 ans et demi a vécu en direct le stress de ses parents et déclenché un problème de santé que les médecins ont mis neuf mois à diagnostiquer... En Isère, Denis Rebreyend, éleveur et président de la fédération des alpages de l'Isère, est revenu « sur les souffrances et la situation des éleveurs et des bergers en montagne » quand ils sont confrontés à la prédation. « À la fin de la saison, ils sont lessivés. Quand on ne vit pas cette pression, on a du mal à le croire et à le prendre en compte », a-t-il ajouté à l'intention des eurodéputés. « Tout cela ne se mesure pas, ne se quantifie pas, ne s'indemnitise pas avec de l'argent, renchérit Michel Dantin. C'est un élément non-dit, c'est l'élément noir de la problématique du loup. » Sur le plateau du Vercors, éleveurs et élus locaux ont longuement évoqué les problèmes de sécurité et les conflits d'usage entre éleveurs, riverains et touristes du fait de la présence des chiens de troupeau. Mickaël Kraemer, le maire de Lans-en-Vercors, a par ailleurs détaillé les

investissements réalisés par les communes pour soutenir le pastoralisme, une « activité privée, mais nécessaire en montagne pour maintenir les paysages ouverts, préserver le tétras-lyre et entretenir les pistes de ski ». C'est une activité endémique, peut-être coûteuse, mais utile à la collectivité et source d'attractivité pour le territoire. Si l'élevage disparaît à cause du loup, c'est tout un pan de l'économie locale qui s'effondre, ont expliqué les élus. « Il faut reconnaître la menace, mais aussi la détresse des éleveurs, insiste Chantal Carlotoz, maire de Villard-de-Lans et vice-présidente du Département de l'Isère en charge du tourisme. Il faut réaffirmer notre solidarité vis-à-vis des territoires et de ceux qui les font vivre. »

Faire évoluer les directives européennes

Après cette succession de témoignages instructifs et bouleversants, les parlementaires européens sont repartis convaincus de « la nécessité de faire bouger les lignes pour qu'il y ait une vraie prise en compte de la problématique telle qu'elle se pose quand on la vit sur le territoire ». Au nom de la délégation,

Les 12 et 13 juillet, quatre députés européens de la commission parlementaire Environnement sont venus en Savoie et en Isère pour comprendre les problèmes posés par la présence du loup dans les alpages. Et prendre la mesure des dégâts collatéraux sur l'économie locale. >>>

Herbert Dorfmann a déclaré avoir pris la mesure du problème. « Nous saisissons bien les enjeux, mais notre mission reste difficile, a-t-il prévenu. Nous sommes en contact avec de nombreux acteurs qui viennent souvent de milieux urbains : ce n'est pas facile de leur faire comprendre la dimension du problème. » Les eurodéputés sont cependant repartis avec suffisamment d'éléments concrets pour espérer convaincre la commission Environnement de « trouver des solutions, non seulement pour ici, mais aussi pour toutes les régions d'Europe » confrontées à la même problématique. Trouver des solutions, cela signifie faire évoluer les textes. « La convention de Berne date de 1979, la directive Habitat de 1992, a rappelé Herbert Dorfmann. À l'époque, le loup était proche de l'extinction. La directive Habitat avait du sens. Au cours des dernières décennies, la situation a évolué de façon drastique. Mais il n'y a pas eu de réexamen du texte. » Et l'eurodéputé de sous-entendre qu'il est temps de le faire. D'autant que les plans de gestion du loup sont extraordinairement coûteux pour les pays qui les mettent en place. En France, le budget s'élève à 26 millions d'euros pour 430 loups⁽²⁾. « Ça fait environ 60 000 euros par loup, calcule le parlementaire. Jusqu'à quand le contribuable va-t-il être d'accord pour payer ? » C'est l'une des inconnues de l'équation. « Soyez lucides, a lancé à la délégation Jérôme Crozat, président de la FDSEA de l'Isère. Rappelez-vous que la problématique du loup, c'est une problématique de riche. Vous, eurodéputés, de retour au Parlement, vous aurez deux possibilités : ne rien changer ou être courageux et faire évoluer les choses pour que l'on croit encore en l'Europe. » ■

Marianne Boiteve

(1) Le SJACI (Service d'utilité agricole à compétence interdépartementale) est composé des chambres d'agriculture de Savoie Mont-Blanc et de l'Isère. C'est un pôle de compétences au service du monde agricole et des acteurs des territoires alpins, dont la vocation est d'accompagner les mutations de l'agriculture alpine.

(2) Population établie d'après le suivi hivernal du réseau loup/lynx de l'ONCFS.

MAURIENNE/La pression du loup ne s'évalue pas qu'en nombre de bêtes tuées. Elle a également des conséquences directes sur la pratique pastorale et sur la vie de toute la famille.

« Peu important les chiffres, nous voulons vivre sereinement »

À Saint-Michel de Maurienne (73), la ferme du Fardélier fabrique du fromage de brebis et commercialise de la viande issue d'un petit troupeau de 80 brebis en race Thônes et Marthod. Une production en Bio avec une volonté de laisser les brebis dehors. « Nous ne sommes pas venus sur cette magnifique montagne, pour enfermer nos brebis et faire de l'élevage intensif », explique Léonard Mousset, jeune agriculteur de Maurienne installé avec son épouse Amandine. Son témoignage auprès des députés européens a été poignant :

« Nous avons mis en place les mesures de protection : 3 chiens, une bergère, des filets, tout ce que l'on nous a demandé de faire, et nous allons prendre encore un berger d'Anatolie parce que la pression du loup augmente toujours. Le risque maintenant est de voir les clients ne plus venir acheter nos produits, par peur des chiens. Les loups de toute façon ils ne



Léonard et Amandine Mousset Costeryg ont expliqué leur angoisse quotidienne et le vécu de leur famille, « on ne pourra pas continuer comme ça très longtemps ».

les voient pas, ils ne mesurent pas notre réalité quotidienne. Je fais des tirs d'éfarouchement, dans le vide pour faire du bruit, mais ça ne sert pas à grand-chose, le loup s'est habitué et il s'approche de plus en plus de la ferme.

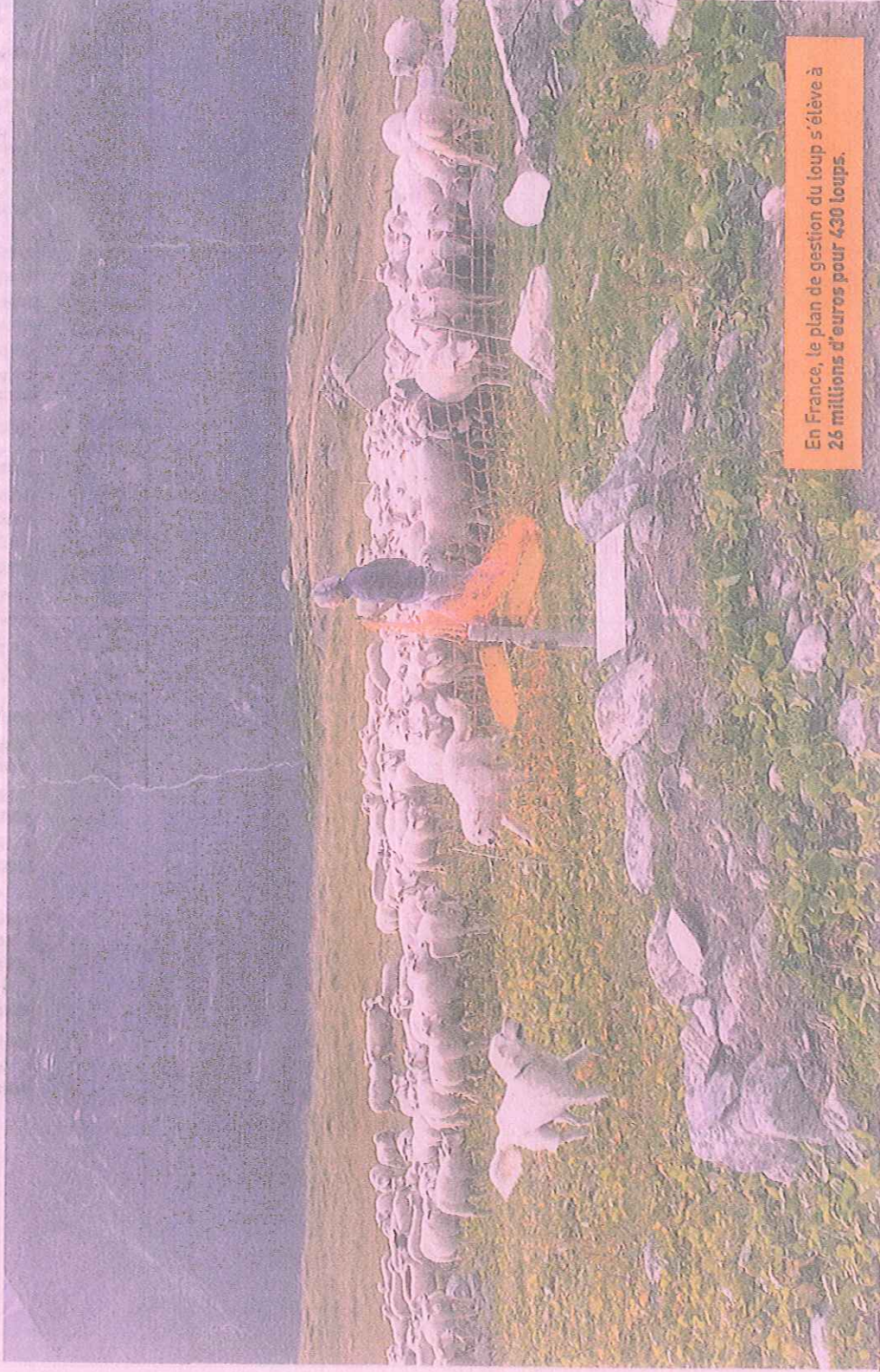
Nos enfants, la ferme, les brebis, c'est un tout

Notre famille vit sur place, c'est notre choix de vie, avec nos enfants, la famille, les brebis, c'est un tout. Quand je vais dormir avec les brebis, ma petite ne comprend pas pourquoi je pars le soir, « pourquoi je quitte maman ». Un jour elle jouait tranquillement dans la cour, et elle a vu le loup passer dans le pré en bas. Ça déstabilise complètement le nouveau familial. Nos enfants doivent pouvoir jouer dans la cour sans crainte, comme tous les autres enfants. Ce que je demande, c'est de la confiance et de la transparence. Les chiffres ne

m'intéressent pas. Le plan loup n'a pas d'importance pour moi, je veux juste retrouver de la sérénité, et que les éleveurs puissent vivre dignement de leur métier. Quand vous arrivez le matin, pour voir les dégâts, ce n'est pas tout mort, car le loup vous en laisse un petit peu à finir. Je téléphone pour venir constater et on vous demande d'attendre qu'ils arrivent, de ne pas achever les agneaux tout de suite. Vous avez vos petits agneaux comme ça dans leur sang agonisant... Ce n'est pas possible, ce n'est pas supportable. » Amandine a accepté de faire un reportage TV, pour expliquer au plus grand nombre leur quotidien, « quand je suis allée lire les commentaires sur les réseaux sociaux, c'était horrible, on m'expliquait que je ne savais pas travailler. Depuis, je ne vais plus sur ces réseaux sociaux, j'ai trop souffert et j'ai peur des représailles ». ■

Claudine Lavoret

trée aux eurodéputés



En France, le plan de gestion du loup s'élève à 26 millions d'euros pour 430 loups.

PLAN LOUP /

« Députés, c'est à vous de trancher ! »



Jérôme Crozat, président de la FDSEA de l'Isère.

EN MAURIENNE/ Les éleveurs savoyards ont témoigné devant les députés européens d'un quotidien stressant et d'un avenir incertain. Loups ou éleveurs, il faut choisir et rapidement, car les éleveurs quittent le métier et les jeunes ne veulent plus s'installer.

Loups ou éleveurs, il faut maintenant choisir

Après une montée en téléliège, avec une vue magnifique sur de vastes pâturages en herbe, des brebis sur la crête, un troupeau de bovins à proximité, les députés européens arrivent à l'alpage de Bellard, à La Toussuire. Hubert Covarel, Maurice Girard et Hubert Peraz, trois des alpagistes présents sur ce lieu exceptionnel, démontrent le travail d'entretien de la nature par les 15 000 brebis présentes en été sur ce site. Après avoir montré, de l'autre côté de la montagne, les espaces où la forêt et la déprise agricole offrent un excellent logis aux loups, ils expliquent comment depuis 20 ans, ils se protègent comme ils peuvent « d'un prédateur qui ne sert à rien, juste à mettre en péril une économie agricole viable, avec des débouchés assurés ».

La cohabitation,

« on connaît depuis longtemps, ça ne fonctionne pas »

Aujourd'hui, ce que demande la profession agricole des Savoie aux députés européens, c'est de constater l'échec des moyens de protection mis en place. Maurice Girard, alpagiste, explique qu'avec maintenant 12 chiens de protection, il est en conflit avec ses voisins, et les loups attaquent toujours, « en 2016 et 2017, nous avons subi 36 attaques et perdu 180 bêtes ». Bernard Dinez, président du syndicat des éleveurs ovins de Savoie, demande aux députés européens, « si l'un d'entre eux veut venir passer 100 nuits dans un sac de couchage, au vent ou sous la pluie, auprès des brebis ? ». Le silence qui suit, hormis les rafales de vent, est gênant pour tous. Patrice Jacquin, président de la chambre d'agriculture des Savoie confirme que cette détresse des éleveurs n'est plus supportable, « leur métier est à la fois une réussite économique et environnementale, en lien avec un tourisme essentiel pour l'équilibre



Les députés européens ont rencontré alpagistes, responsables professionnels et élus à La Toussuire.

du département. Le prédateur remet en cause cet équilibre et cette situation intolérable doit cesser. Nous demandons aux députés européens d'agir vite, et d'affirmer clairement leur choix: les éleveurs ou les loups, puisque la cohabitation n'est pas possible. Le loup doit être exclu des zones agricoles ».

Le loup doit être exclu des zones agricoles, partout

Jean-Jacques Exertier, président de la MSA Alpes du Nord, présente les mesures de soutien aux éleveurs qui subissent ces attaques, « avec des chocs psychologiques lourds, voire des suicides, ce n'est pas supportable d'en arriver là ». Bernard Mogenet, président de la FDSEA des Savoie et Michel Joux, président de la FRSEA Aura, insistent sur la force économique des filières agricoles sur les territoires de montagne. « C'est le loup qui met en péril, l'en-semble de la biodiversité des territoires, aujourd'hui préservés par le travail des agriculteurs. Nous demandons aux eurodéputés de faire évoluer la directive Habitat et de demander aux États le déclassement du

loup au titre de la Convention de Berne, car le loup n'est plus une espèce menacée contrairement aux éleveurs ». Michèle Boudoin, présidente de la FNO, appuie ces propos en réaffirmant son soutien à tous les éleveurs « qui doivent être respectés pour leur travail, tout comme celui de leurs bergers, où qu'ils soient sur le territoire français. Il ne doit pas y avoir de gestion différenciée selon les territoires ».

Le pastoralisme en danger

Raphaël Nantois, président de Jeunes Agriculteurs, a démontré, comme plusieurs témoins, que l'installation de nouveaux agriculteurs était fortement compromise, « les éleveurs quittent le métier, comment voulez-vous inciter des jeunes à nous rejoindre ? ». Les élus locaux, Émilie Bonnard, députée, et Jacqueline Dupenloup, maire de Saint-Alban-des-Villards, ont confirmé leur soutien total aux éleveurs, « le loup n'est pas un alout, ni pour le tourisme, ni pour la biodiversité. Et nous voulons que la montagne reste un espace de liberté ouvert à tous ».

Claudine Laveret

Les éleveurs ont profité de la venue des eurodéputés dans le Vercors pour s'exprimer et faire valoir quelques modifications du Plan loup 2018-2023. « Aujourd'hui, les aides sont gérées par la commission agricole. On a l'impression de piquer des sous aux collègues créateurs. On voudrait que les aides du Plan loup soient prises sur l'enveloppe environnementale », explique Baptiste Blanc, représentant de Jeunes agriculteurs. « C'est vous qui pouvez trancher sur le dossier de la gestion du loup et la modification de la directive Habitat », lance aux parlementaires Jérôme Crozat, président de la FDSEA de l'Isère. Du côté des associations pro-loup, en revanche, on a boycotté la visite. « Le programme consacrait 45 minutes à France nature environnement, l'association pour la protection des animaux sauvages (Aspas) et Ferus contre une journée et demie avec les éleveurs. Si c'est juste pour dire qu'ils auront vu tout le monde, ce n'est pas la peine », explique Jean-David Abel, vice-président de France nature environnement.

Les pro-loup absents

Cela ne signifie pas que le débat est clos. « On ne minimise pas la contrainte réelle pour les éleveurs et on accepte qu'il soit permis de tuer des loups. Mais il ne faut pas oublier les moyens de protection à mettre en place avant de favoriser le tir », ajoute-t-il. « On peut mettre plus de chiens, de clôtures et de bergers mais les attaques sont toujours là. On est venu à bout des moyens de protection », répond Baptiste Blanc. Pour Madline Reynaud, directrice de l'Aspas, il faudrait privilégier les tirs d'effarouchement et non pas ceux mortels : « Si le loup est mort, il ne peut pas passer le message à sa meute. Sans mesure de protection, les loups reviendront toujours ». Selon Jérôme Crozat, secrétaire de Jeunes agriculteurs de l'Isère, il faudrait plutôt que le nombre de tirs soit basé sur le nombre d'attaques et non pas le nombre de loups. Pour Jérôme Crozat, la solution serait de confiner le loup dans différents secteurs mais selon les environnementalistes, le loup est là de façon structurelle et non pas ponctuelle.

Virginie Montmartin